

6 Société et Culture

Front social/Ministère des Affaires étrangères

La grève se poursuit



Le président du syndicat des agents des Affaires étrangères, Ghislain Boukandji (c) donnant les raisons de la grève.



Les agents ont, à l'unanimité, voté hier pour la poursuite du mouvement.

SNN

Libreville/Gabon

C'est ce qui ressort, pour l'essentiel, de l'assemblée générale organisée hier à Libreville par les membres du syndicat des agents des Affaires étrangères, dans le but de faire à la base le point de la rencontre du 5 janvier en cours avec la tutelle.

APRES la rencontre d'avec la tutelle du jeudi dernier, le Syndicat des agents des Affaires étrangères (SAAE) a tenu, hier, dans l'enceinte dudit ministère, une assemblée générale.

But: faire le point à la base des propositions faites par les autorités pour trouver une issue à la crise qui secoue jusque-là ce département ministériel.

Les membres du bureau du syndicat ont malheureusement avoué n'avoir obtenu aucune avancée lors de ce premier échange avec la tutelle. C'est pourquoi à l'unanimité, les syndiqués ont décidé de la poursuite du mouvement de grève "jusqu'à satisfaction" de leurs revendications.

C'est dire que le décor servi aux usagers du ministère des Affaires étran-

gères, depuis quelque temps, reste le même : banderoles accrochées çà et là, des vêtements en lambeaux sur lesquels on peut lire « *diplomates gabonais* », accrochés devant l'entrée principale du ministère.

Les agents grévistes disent réclamer, pour une énième fois consécutive, le paiement de leur prime de servitude diplomatique, « *perçue généralement tous les trois mois, mais qui jusqu'ici reste impayée. Alors que, cette prime est calculée sur la base des visas gabonais à l'extérieur. Ces visas continuent bel et bien d'être dé-*

livrés. Nous ne comprenons pas pourquoi on ne nous reverse pas notre prime », a expliqué le président du SAAE, Ghislain Boukandji. Les grévistes exigent également des meilleures conditions de travail, notamment la climatisation du bâtiment principal « *nous sommes obligés de travailler avec les baies vitrées ouvertes pour laisser entrer l'air, (...) par manque de climatisation* », a révélé le président du SAAE, pour s'en indigner. Pour trouver une solution définitive au problème relatif à leur cadre de travail, les grévistes souhaitent la délocalisa-

tion complète du ministère. Car, selon ces derniers, les conditions de travail dans les locaux actuels représentent un danger pour la santé des agents.

Autre revendication, le transport du personnel. Les agents réclament le carburant pour les bus de transport du personnel. Nos tentatives pour rencontrer la tutelle à ce sujet sont restées vaines. Le secrétariat de la chargée de la communication du ministère nous a fait savoir que les autorités du ministère avaient une série de réunions dans la journée.

Au Conseil gabonais des chargeurs (CGC)

Les arriérés de salaires de novembre et décembre réclamés par les agents

Frédéric Serge LONG

Libreville/Gabon

Depuis le 4 janvier dernier, ceux-ci manifestent leur mécontentement. Si aucune satisfaction n'est apportée d'ici là, ils affirment réduire, au fil des jours, la durée du service minimum. La Direction générale, de son côté, affirme que le règlement de ces impayés est actuellement en cours et de manière progressive.

L'ANNEE 2018 commence au Conseil gabonais des chargeurs (CGC) par une grève de ses employés. En effet, depuis le 4 janvier dernier, ceux-ci observent un mouvement d'humeur, réclamant le paiement des arriérés de salaires de novembre et décembre, ainsi que le règlement du 13ème mois. "Autrefois, nous jouissions d'un certain nombre d'acquis. Nous bénéficions, par exemple, de l'assurance-maladie, étions payés au plus tard le 5 du mois qui suivait, et pouvions prendre des crédits auprès des banques sans soucis. Mais aujourd'hui, les choses ont terriblement changé. Plus aucune structure bancaire ne nous fait confiance. Pis encore, leur rigueur est da-



Gaston Robert Komlan Indassy-Gnambault, président du Synatra CGC, s'exprimant hier sur les raisons du déclenchement de la grève.

vantage appliquée. Imaginez-vous qu'au terme d'un cumul de deux mois d'arriérés de salaires, et qu'un seul parvient à être soldé, la banque ne veut rien savoir et opère deux prélèvements automatiques. Si vous avez un salaire de 700 000 francs CFA, et que 250 000 FCFA sont ponctionnés à deux reprises, comment vous débrouillez-vous pour faire face à vos charges ? Nous sommes arrivés à une situation où nous n'en pouvons plus ! Nous faisons appel aux autorités gouvernementales", a déclaré Gaston Robert Komlan Indassy-Gnambault, président du Syndicat national

des travailleurs du Conseil gabonais des chargeurs (Synatra CGC). Si aucune satisfaction n'est apportée jusqu'ici, ces employés promettent de réduire, au fil des jours, la durée du service minimum.

DIRECTION• Déclarant n'avoir, au passage, reçu aucun préavis de grève, la Direction générale de la CGC affirme être surprise du déclenchement, le 4 janvier dernier, de ce mouvement préjudiciable à la tranquillité du voisinage et entravant la liberté du travail des autres agents. Par précaution, elle dit avoir eu à réunir les partenaires sociaux, notamment les délé-

gués du personnel, le jeudi 7 décembre 2017, pour convenir avec eux de la suite à donner au paiement des salaires, à la remise des chèques-cadeaux pour la fête de Noël, et au règlement du 13ème mois prévu par la convention collective, eu égard aux difficultés financières que traverse l'entreprise. "En effet, le CGC connaît des problèmes de trésorerie depuis 2015, suite à la crise économique et financière qui frappe notre pays. En dépit de cette situation, nous parvenons jusque-là, dans le cadre du dialogue social, à maintenir la paix (...) en échangeant régulièrement

avec les partenaires sociaux sur les difficultés de notre établissements à honorer les engagements salariaux à échéance", a fait savoir Liliane Nadège Ngari, épouse Onanga Y'obegue, directrice générale du CGC.

En dépit de cela, a-t-elle affirmé, les chèques-cadeaux Centr'Affaires ont été remis, le paiement d'un bonus a été effectué le 22 décembre, ainsi que le règlement des arriérés de salaires du mois d'octobre 2017. La direction générale informe que les salaires de novembre et décembre 2017 sont actuellement en cours de paiement et de manière progressive. Certains agents ont déjà été payés et tout le monde le sera d'ici le 25 janvier, assure, par ailleurs, le directeur des ressources humaines et des affaires juridiques du CGC, Serge Obame Evoung.

"Qu'il soit clairement entendu que les questions de retard ou d'arriérés de salaires ne résultent pas d'une volonté délibérée de la direction générale de nuire aux droits des travailleurs, mais d'une situation de baisse de nos recettes budgétaires, depuis plus de deux ans, consécutive à la diminution du trafic maritime de fret en direction du Gabon", a expliqué la directrice générale.

Ici et ailleurs

•Golden Globes
Le sacre d'Oprah Winfrey



Photo : AFP

Les Golden Globes ont célébré dimanche la lutte contre les violences sexuelles à Hollywood et ailleurs après l'onde de choc déclenchée par l'affaire Weinstein, avec des œuvres mettant en scène des personnages féminins forts sacrés dans toutes les catégories. Temps fort de cette cérémonie, la productrice, présentatrice et actrice vedette noire Oprah Winfrey a reçu le prix Cecil B. DeMille pour l'ensemble de sa carrière. "Dire notre vérité est l'outil le plus puissant que nous ayons. Je suis particulièrement fière et inspirée par toutes les femmes qui se sont senties suffisamment fortes pour élever la voix et partager leurs histoires personnelles", a déclaré cette personnalité adorée des Américains.

•France Gall
Des hommages pour une icône



Photo : AFP

Pluie d'hommages hier, comme la veille, en France et à l'étranger suite à la disparition de la chanteuse France Gall, icône des sixties et machine à tubes dans les années 80. Elle s'est éteinte dimanche à 70 ans.

"France Gall a traversé le temps grâce à sa sincérité et sa générosité", a réagi le président français Emmanuel Macron. "Elle laisse (...) l'exemple d'une vie tournée vers les autres, ceux qu'elle aimait et ceux qu'elle aidait".

Le site sénégalais d'actualités "Dakaractu" évoquait la disparition de "la plus Sénégalaise" des Françaises.

"C'est une sœur pour nous, il faut saluer sa mémoire", a déclaré le chanteur Youssou N'Dour au journal Le Parisien.

Charles Aznavour, Mirreille Mathieu, ou encore Patrick Bruel lui ont aussi rendu hommage.

En Belgique, le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders, "triste", a estimé que la voix de la chanteuse "(nous) accompagnera(it) encore longtemps".

Rassemblés par I. I